



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 385 du 25 mai 2025

Au sommaire :

- **Campagne xénophobe contre les musulmans, Macron-Bayrou-Retailleau en marche vers l'union des extrêmes droites contre le monde du travail, seul rempart** - *Yvan Lemaitre*
- **Soudan, guerre et catastrophe humanitaire occultées par les grandes puissances, les responsables** - *François Minvielle*

Campagne xénophobe contre les musulmans, Macron-Bayrou-Retailleau en marche vers l'union des extrêmes droites contre le monde du travail, seul rempart

Retailleau, par ailleurs ministre de l'Intérieur, a donc été élu président des LR écartant son comparse, Wauquiez, rival et faire-valoir, avec 74,5 % des voix recueillies parmi des adhérents de fraîche date... Dans la foulée, affichant ses ambitions présidentielles, il a fait part de sa volonté de nommer l'ancien Premier ministre Barnier à la tête du Conseil national des LR. Bayrou s'est empressé d'adresser ses « *félicitations chaleureuses* » à son ministre de l'Intérieur : « *Les Français engagés souhaitent, je le crois, que nous fassions cause commune pour sortir, autant que possible, notre pays des difficultés qu'il traverse. Ils aiment la diversité et veulent la solidarité.* » Du fond de sa déroute, Bayrou est prêt à se réjouir de tout, même de la victoire d'un adversaire déclaré d'autant que, au final, bien peu de choses les séparent. Il assure la continuité de Barnier qu'associe Retailleau à sa campagne, tout ce petit monde du bloc réactionnaire présidé par Macron converge sur une même politique au service du capital, la démagogie sécuritaire, nationaliste, xénophobe, militariste.

A peine installé dans ses fonctions de ministre de l'Intérieur-Président des LR-candidat à la présidentielle, le harsard des calendriers a conduit, mardi, Retailleau dans les pas de Sarkozy, sans bracelet, pour l'hommage très sécuritaire rendu à une policière municipale tuée il y a 15 ans, lors d'une attaque d'un fourgon blindé. Marchant dans les pas d'un ex-ministre de l'Intérieur devenu Président de la République on peut imaginer les fantasmes qui habitaient le cerveau du ministre de l'Intérieur déjà candidat...

Avant cette improbable rencontre le RN ironisait par son député et porte-parole Jacobelli : « *Retailleau nous fait croire qu'il peut régler les problèmes d'immigration en travaillant avec les macronistes et les socialistes et en refusant de travailler avec les patriotes. C'est un Sar-*

kozy bis, il parle comme nous mais n'agit pas. » Dans la même veine, Zemmour déclarait : « *Quand je les lis et que je les écoute, j'ai parfois l'impression de me lire et de m'entendre, c'est parfois même troublant. Je ne fais pas de différence idéologique entre eux, parce que je ne fais pas de différence entre moi et moi* ». Et il est vrai que les uns et les autres affichent les mêmes préjugés, les mêmes ambitions réactionnaires. Leur seule différence tient en réalité à leurs ambitions rivales.

Au-delà des jeux politiques, la bourgeoisie a besoin d'un pouvoir fort qui lui assure la stabilité et qui soit capable de faire face aux explosions sociales annoncées, à la révolte de la jeunesse et de la classe ouvrière. Les difficultés du RN laissent ouverte la question du leadership du bloc réactionnaire, qui saura unir les droites ou plutôt les droites extrêmes et l'extrême droite ?

Retailleau, enfant politique appliqué de De Villiers puis élève modèle de Fillon, ambitionne d'être l'homme de la situation pour s'imposer à ses rivaux en démontrant que, lui, ministre de l'Intérieur, il agit. La campagne xénophobe contre l'Islam engagée par le gouvernement le renforce et en sera l'occasion dans la continuité de Sarkozy qui, ministre de l'Intérieur, avait, en 2005, provoqué la révolte des banlieues pour s'imposer à droite.

Manœuvres, instrumentalisations et surenchères xénophobes et racistes

Mardi, le gouvernement a en effet rendu public un rapport commandité par Darmanin intitulé « *Frères musulmans et islamisme politique* », rapport fabriqué à partir d'interprétations, vision complotiste et policière, destiné à « *provoquer un choc* ». Désignant une « *cinquantaine d'associations musulmanes affichant plus généralement une sensibilité frériste* », notion pour le moins vague, ce

rapport sert d'arguments aux délires de Retailleau qui parle de « *menace sur la cohésion nationale et une menace vraiment de submersion* » dont « *l'objectif ultime est de faire basculer toute la société française dans la charia* ». Ce rapport de propagande raciste a constitué la base d'une réunion, à l'Élysée, d'un Conseil de défense et de sécurité nationale réunissant Bayrou, Macron, Retailleau et quelques ministres. Le gouvernement doit remettre ses conclusions d'ici juin mais la campagne contre les musulmans a franchi sans attendre un pas de plus. Au sein du bloc réactionnaire de Valls à Bardella qui proposent d'interdire les Frères musulmans, c'est-à-dire une nébuleuse indéterminée, en passant par Attal qui souhaite faire interdire le voile dans l'espace public pour les mineures de moins de quinze ans, les propositions de nouvelles attaques islamophobes fusent.

Toujours au nom « *des principes de la République* » et de la laïcité le gouvernement, par ailleurs grand ami de l'Arabie saoudite, veut une nouvelle loi contre « *l'entriste* » après la loi contre le séparatisme de 2021 qui a permis, entre autres, 741 fermetures de lieux de cultes, commerces, établissements scolaires ou sportifs jugés problématiques.

Cette offensive nationaliste, xénophobe et raciste contre la prétendue menace islamiste aussi peu crédible que la menace russe brandie pour justifier la politique militariste de réarmement vise non seulement les musulmans, mais aussi les migrant-es comme toutes celles et ceux qui sont issu-es de l'immigration. Elle est une manipulation démagogique pour accentuer les tensions, provoquer, agiter les peurs, les incompréhensions et le désarroi que propagent dans la population mais aussi le monde du travail la crise politique, économique ainsi que le militarisme.

La trumpisation à la française, la faillite du capitalisme nourrit la réaction aussi faillie que lui

Retailleau rêve de devenir en tant que ministre de l'Intérieur le chef d'orchestre de cette campagne. Le dévot hystérique habité par sa mission chrétienne aborde le pouvoir et sa conquête inspiré par les croisades et la lutte contre les hordes des « *musulmans envahisseurs* ». Il entend réveiller et attiser les vieux fantasmes hérités du colonialisme adaptés au capitalisme mondialisé. Ce délire paranoïaque plonge ses racines dans l'histoire de la bourgeoisie depuis les chevaliers des croisades jusqu'aux conquêtes coloniales, à la guerre d'Algérie et ses survivances bien actuelles. Il est le délire de la vieille droite nationale cléricale depuis la bourgeoisie versaillaise ou pétainiste auquel une partie d'entre elle se raccroche aujourd'hui pour tenter de conjurer le sort, défendre ses usines, ses rentes et ses propriétés menacées par la faillite de son propre système, d'un capitalisme qui a fait son temps, mondialisé dressant face à face le vieil occident colonialiste et dominateur aux peuples du monde qui ont conquis leur indépendance en brisant le joug colonial.

L'ensemble de la caste politicienne est entraîné dans ce délire porté par l'offensive américaine mondialisée dont Trump est le metteur en scène et l'acteur principal. L'ensemble de l'Europe est atteint par le virus qui ne respecte pas les vieux clivages des vieux appareils politiques. La maladie est contagieuse, les prétendus mécanismes de défense républicaine ou de la laïcité non seulement s'effondrent mais se transforment en agents de l'extrême droite, armes idéologiques de la réaction fascisante sioniste et de la xénophobie, du racisme au nom de la défense des valeurs occidentales ainsi que les appels à la paix servent le militarisme et la guerre.

Le capitalisme marche à la faillite économique, politique et morale, il doit céder la place au socialisme

Quels que puissent être les sursauts de la population comme en Hongrie, la vague brune qui déferle sur les vieilles puissances occidentales, sans intervention directe des travailleur-ses, poursuivra son œuvre destructrice contre la société pour les profits d'une minorité parasite, la survie d'un système condamné.

Les proclamations et bons sentiments contre le nationalisme, la xénophobie et le racisme, le militarisme sont impuissants contre la régression globale annoncée qu'organisent les dirigeants des puissances capitalistes occidentales dans leur combat pour leur domination. La lutte ne peut se contenter de la dénonciation, de demandes ou d'indignation, le seul terrain de l'antiracisme est sans perspective.

Il n'y a pas de capitalisme, d'exploitation sans racisme. Le racisme est le produit des rapports d'exploitation ainsi que le nationalisme est le produit de l'État qui les protège, les défend et les impose. Le nationalisme engendre la xénophobie et le racisme, il n'y a pas de bon nationalisme.

La gauche est bien obligée de se plier à l'évidence, le capitalisme financiarisé mondialisé n'est ni réformable ni amendable, il a atteint ses limites historiques, une limite infranchissable : la masse de capital accumulé et concentré entre les mains des milliardaires ne trouve pas assez d'investissements rentables pour satisfaire leur avidité de profit. Le capitalisme mondialisé se heurte aux limites du marché, de la planète, de la concurrence. Les remèdes que trouvent les États pour tenter de maintenir le malade en vie ne font qu'aggraver le mal. Les attaques contre le prolétariat limitent le marché, l'exploitation forcenée des richesses naturelles aggrave la crise écologique, la concurrence engendre le militarisme et la mondialisation de la guerre, la folie du système donne naissance à des monstres politiques, dictateurs en herbe... La thérapeutique étatique provoque crises financières, crises spéculatives, crises des dettes publiques et privées, faillites, crise sociale, etc. Les classes possédantes savent que leur système est au bout du rouleau, menacé mais elles ne céderont pas la place ni ne capituleront accrochées à leur pouvoir, à leur domination.

Nous ne savons pas quelle issue la bourgeoisie française trouvera à sa crise politique, ce qu'ils appellent la crise de la démocratie, c'est-à-dire la crise de la méthode parlementaire de leur domination de classe, mais nous savons que l'issue ne peut aller que vers un renforcement de l'exploitation et de la dictature politique de la minorité capitaliste.

Le monde du travail, la jeunesse, les femmes, sont amenés à en prendre conscience pour rompre avec tous les démagogues qui leur laissent croire qu'il y a des réponses progressistes dans le cadre du système. Ce système est condamné à broyer leurs aspirations comme leurs droits démocratiques et sociaux et dès maintenant nous avons besoin de préparer un autre avenir pour l'humanité !

Yvan Lemaitre

Soudan, guerre et catastrophe humanitaire occultées par les grandes puissances, les responsables

Au moment où Netanyahu annonce l'agression ultime contre Gaza pour l'occuper entièrement et éliminer les Gazaouis avec l'aval des USA, les deux forces armées qui s'affrontent au Soudan depuis plus de deux ans semblent suivre la même logique, imposer leur pouvoir par la guerre sans limite, avec l'assentiment et la complicité des grandes puissances et des puissances régionales. Les ressemblances avec le génocide de Gaza dépassent les bombardements, la famine et les destructions. La guerre au Soudan n'est pas, elle non plus, un conflit aux seules causes locales. Elle s'inscrit dans la désorganisation globale du capitalisme qui ouvre la voie aux folies guerrières pour exploiter et soumettre les peuples, la réponse des classes dominantes à la sénilité de leur système.

Dans ce pays de 51 millions d'habitants, le 3^{ème} plus grand d'Afrique, la guerre a déjà provoqué ce que l'ONU qualifie de « *pire crise humanitaire au monde* », « *un cauchemar de violences, de faim, de maladies et de déplacements* » : plus de 150 000 décès directs, 13 millions de déplacés, dont près de 4 millions réfugiés en Égypte, au Soudan du Sud et au Tchad. Selon Médecins sans Frontières, « *la moitié de la population, soit 24,6 millions de personnes, est confrontée à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë, dont 8,5 millions de personnes en situation d'urgence ou de famine* ».

La destruction des infrastructures impacte l'alimentation, l'énergie, les transports, l'agriculture, les soins, l'éducation, l'ensemble de la vie sociale et économique. Face à cette ampleur, l'aide humanitaire est largement insuffisante et subit les conséquences de la décision de Trump de fermer l'USAID.

Les derniers épisodes de l'affrontement entre les deux armées sont loin de baisser d'intensité. Port-Soudan, ville sur la Mer Rouge considérée comme plus protégée, siège provisoire du gouvernement « officiel » des FAS (Forces armées soudanaises), vient d'être massivement bombardée par les drones des FSR (Forces de soutien rapide, une véritable deuxième armée en conflit avec les FAS). Khartoum, capitale aux mains des FSR depuis des mois a été reprise par les FAS qui y multiplient à leur tour les exactions. Les FSR provoquent terreur et famine au Darfour. Elles ont proclamé mi-avril leur propre gouvernement, s'engageant vers une possible partition

du pays, tandis que de l'autre côté, les FAS viennent de nommer lundi dernier un Premier ministre civil, pour essayer de se donner un vernis plus démocratique.

Le silence médiatique témoigne du mépris occidental pour les conflits en Afrique, voire du racisme avec la qualification « *d'affrontements ethniques* ». Le terme de « *guerre civile* » est aussi utilisé pour cacher les responsabilités des grandes puissances. Responsabilités par l'héritage pourri du colonialisme, le « suivi » du conflit a cyniquement été confié par l'ONU à la Grande Bretagne ancienne puissance coloniale, et par la concurrence actuelle entre les grandes puissances et les puissances régionales, pour leurs intérêts économiques et stratégiques.

Ce conflit est en réalité une guerre contre la population que se mènent deux fractions armées des classes dominantes qui, après s'être entendues pour écraser le mouvement révolutionnaire des années 2018 à 2021, s'affrontent aujourd'hui pour conserver le pouvoir en plongeant le pays dans l'horreur de la guerre.

Une lutte pour le pouvoir au sommet d'un Etat en décomposition...

Les deux fractions armées sont dirigées par deux généraux, Abdel Fattah al-Burhan et Mohamed Hamdan Dorgo, dit Hemeti, qui ont servi fidèlement la dictature d'Omar al-Bachir, arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en 1989 et imposant des lois islamiques. Jusqu'en 2019, l'un et l'autre ont été complices et acteurs des atrocités du régime, notamment les guerres au Darfour, chacun à la tête de forces militaires concurrentes. Al-Burhan est devenu le principal dirigeant de l'armée d'Etat, les FAS, tandis que Hemeti, ancien chef de milices, a vu son pouvoir reconnu à la tête des FSR issues de ces milices. Al-Bachir espérait sans doute jouer de cette dualité militaire pour asseoir sa domination fragilisée par les conflits nombreux, jusqu'à la séparation du Sud Soudan en 2011, et les révoltes populaires provoquées par la grande récession mondiale de 2008-2009.

Pendant dix ans, la contestation du régime n'a cessé de grandir, réprimée à plusieurs reprises. Quand le soulèvement a été si massif, fin 2018 début 2019, que le pouvoir ne pouvait ni l'écraser ni le contenir, les influences

extérieures ont pesé pour que les deux généraux s'allient et renversent le dictateur, en avril 2019.

Les tensions entre eux sont principalement le produit de la division voulue par al-Bachir, qui se retrouve aussi dans la composition des deux armées à partir de forces régionales que le régime avait souvent opposées, les populations du nord et de l'est contre celles du sud et de l'ouest, parfois jusqu'à l'affrontement. Les deux généraux ont constitué chacun son réseau et ses forces et ils ont vu dans le coup d'Etat pour renverser al-Bachir l'opportunité d'éliminer l'autre, soumettre aussi les autres milices plus faibles, et mettre la main sur les richesses du pays quitte à le plonger dans le chaos.

Malgré l'appauvrissement et la décomposition de l'Etat provoquée par les guerres, al-Burhan s'est assuré le contrôle sur de nombreuses entreprises liées à l'armée officielle, qui représenteraient 85 % de l'économie, et sur l'ONB, principale banque du pays. Il garderait aussi un contrôle sur ce qu'il reste de pétrole au Soudan (l'essentiel de ces ressources étant au Soudan du Sud). Hemeti, dont la fortune familiale s'élèverait à 9 milliards de dollars, contrôle de son côté une grande partie de l'or, à travers le groupe Al-Junaid, et la deuxième banque du pays, al-Khaleej.

... instrumentalisée par les « fauteurs de guerre par procuration » qui exacerbent les concurrences pour l'eau, l'or, l'agriculture, les intérêts stratégiques

L'opposition entre les deux généraux a été utilisée par les puissances régionales que *Le Monde* qualifiait récemment de « fauteurs de guerre par procuration », agissant pour contrôler les ressources, prétendant vouloir éviter l'effondrement de l'Etat alors qu'elles en ont accéléré la décomposition.

L'Egypte partage avec le Soudan des intérêts pour le contrôle et l'utilisation du Nil, ce qui la conduit à soutenir les FAS. Depuis que l'Ethiopie a lancé la construction du barrage de la Renaissance sur le Nil Bleu, qui doit s'achever cette année, les tensions s'aggravent, les agricultures du Soudan et de l'Egypte dépendant des retenues d'eau en amont, après que ces deux pays ont bénéficié d'accords coloniaux puis entre pays nouvellement indépendants leur garantissant d'être les seuls à pouvoir les exploiter.

Les Emirats Arabes Unis (EAU) et l'Arabie saoudite interviennent avec des intérêts divergents, liés au contrôle des voies maritimes de la Mer Rouge (environ 15 % du trafic mondial), voire opposés, avec le conflit contre le Yémen que les EAU soutiennent, tandis que les FAS y étaient intervenues pour le compte de l'Arabie.

Les EAU sont au cœur du trafic de l'or soudanais, 3^{ème} producteur africain, dont 85 % est vendu illégalement, à travers des réseaux qui partent des mines contrôlées par Hemeti, passent par les EAU, et dont une grande partie alimente la Russie. Les milices Wagner étaient impliquées aux côtés des FSR pour assurer un contrôle de ce trafic.

Des centaines de milliers de mineurs artisanaux exposés aux produits chimiques payent de leur santé et de leur vie cette extraction dans des conditions effroyables.

Les EAU se sont emparés aussi de dizaines de milliers d'hectares de terres agricoles volées aux populations déplacées par les FSR. En plein conflit, elles sont transformées en gigantesques ranchs de production de bétail, ainsi qu'en culture intensive d'oléagineux et de fourrage, une des principales exportations du Soudan. Avant la guerre, ils avaient investi dans un nouveau port pour ce commerce, puis ils ont fait le choix du soutien aux FSR, en les finançant et les armant.

Les voisins immédiats, Tchad, Soudan du Sud, Ethiopie, craignent que les tensions s'étendent vers eux, par le biais des réfugiés et des peuples qui vivent de chaque côté des frontières imposées par la colonisation.

Quant à Israël, il a engagé avec le nouveau pouvoir des discussions pour « normaliser » ses relations avec le Soudan, en échange de fourniture de blé.

Derrière ces puissances régionales, les grandes puissances sont omniprésentes. Les USA jouent sur tous les tableaux, laissant agir les EAU dont ils ont besoin face à l'Iran, aussi bien que leurs affidés, l'Egypte et l'Arabie Saoudite. Ils pèsent aussi directement tant leur intérêt, comme celui de leurs vassaux de l'UE, est de pouvoir compter sur les pouvoirs de la région, alors que c'est leur pression même qui les déstabilise. Sans parler des ventes d'armes de la Grande-Bretagne, la France, la Turquie...

Tous ces bandits, concurrents partageant le même objectif de soumettre les peuples, ont pesé pour que les deux généraux renversent le dictateur, espérant calmer la révolution populaire. Ils témoignent de l'incapacité du capitalisme dans sa phase actuelle de sénilité à faire place à un quelconque progrès pour les peuples, ne serait-ce qu'un régime un peu plus démocratique. Au contraire, ils sont responsables de la fuite en avant guerrière incontrôlée, un chaos tragique dont chaque puissance espère cyniquement tirer profit.

L'interminable pourrissement des divisions provoquées par la domination coloniale

La guerre actuelle, comme la partition du pays en deux (Soudan du Sud et Soudan) en 2011, est un des nombreux produits du « diviser pour régner » des puissances coloniales dont les peuples du Soudan ont été particulièrement victimes.

Le territoire a été conquis militairement par la Grande-Bretagne en 1898, après un échec cuisant en 1885 infligé par le régime d'al-Mahdi qui avait précédemment vaincu la domination ottomane. La colonisation anglaise a imposé le regroupement administratif des Etats préexistants, d'une multitude de peuples aux langues différentes, dans un gigantesque Etat en friction avec l'empire colonial français. Pour en assurer le contrôle, elle a passé un accord de condominium avec l'Egypte qu'elle maintenait encore sous tutelle, mais jusqu'à l'indépendance du Soudan en

1956, cette domination a sans cesse été contestée par de nombreuses révoltes, grèves, mutineries.

La domination coloniale ne s'est maintenue que par la répression, les frontières imposées, l'instrumentalisation des « *sentiments nationaux* » soudanais, arabes, darfouriens, et des nombreux autres peuples, jusqu'au racisme, l'exacerbation des dissensions religieuses entre musulmans, chrétiens, animistes.

Ces divisions systématiquement créées par les pouvoirs coloniaux pèsent lourdement dans la tragédie actuelle.

L'indépendance n'a réglé aucun problème. Sa négociation avec l'Égypte et la Grande Bretagne à travers une transition de trois ans a abouti à la mise en place d'un pouvoir des dirigeants des régions du Nord à laquelle les dirigeants du Sud avaient répondu en formant une armée rebelle, débouchant sur la « *première guerre civile soudanaise* » qui a duré de 1955 à 1972. Les concurrences pour le pouvoir héritées des divisions coloniales n'ont jamais pris fin, notamment au Darfour, d'une superficie équivalente à l'Espagne pour 7 millions d'habitants, riche en uranium et en cuivre, confronté à une succession de guerres génocidaires menées par le pouvoir soudanais et des milices pour le contrôle de ses richesses.

La guerre, le déchaînement réactionnaire contre les forces de la révolution... qui seule pourrait y mettre un terme

Après des années de dictature, la récession mondiale des années 2008-2009 et la politique du FMI imposant les privatisations ont provoqué une généralisation de la colère des travailleurs et de la population. Dès 2008, des comités de résistance se constituent dans les quartiers des grandes villes, essentiellement pour assurer la solidarité, une alimentation collective, rétablir des services de base. Ils ont répondu à l'incapacité des classes dominantes d'assurer l'organisation de la vie sociale et se sont politisés. « *La révolution soudanaise nous dit que les gens ont des innovations et des capacités étonnantes pour trouver des solutions à des problèmes immédiats. L'État nous a laissé tomber. C'est notre chance de construire quelque chose de différent.* » dit un militant socialiste soudanais Muzan Alneel interviewé par Socialist Worker qui poursuit « *c'est contre ce genre d'initiatives populaires que le nouveau pouvoir sera le plus violent.* »

Ils étaient en première ligne en 2012-2013 dans les manifestations contre la vie chère, l'inflation, la dictature, réprimées dans le sang par al-Bachir.

Ce sont encore ces comités et leur démocratie directe, ainsi que des mouvements étudiants, qui sont à l'offensive contre le régime en décembre 2018. Un siège du parti d'al-Bachir est incendié. Malgré la répression et l'État d'urgence, la contestation s'étend à toutes les villes et fait entendre l'unité des classes populaires contre les divisions : « *Toi le raciste et l'arrogant, nous sommes tous darfouris !* ».

En avril 2019, l'armée est sous pression, avec l'occupation nuit et jour de la place devant son Quartier général, par

des milliers de personnes criant « *Les militaires, retournez à vos casernes* ». La force du mouvement appuyé par plusieurs journées de grève générale pousse les deux généraux à destituer al-Bachir le 11 avril et promettre une transition démocratique.

Le 3 juin 2019, le sit-in qui n'a pas cessé devant le Quartier général est évacué par une violente répression de l'armée et des milices qui tuent une centaine de personnes et violent des dizaines de manifestantes. La colère populaire qui s'ensuit empêche les militaires d'aller jusqu'au coup d'État mais al-Burhan renforce son pouvoir au sein du régime provisoire instauré en août.

En réaction aux violences sexuelles des guerres et du régime, le mouvement féministe a été particulièrement fort, « *notre révolution, c'est la révolution des filles* » proclamait un de leurs slogans. Elles continuent ensuite à se faire entendre, contre les violences domestiques, les mariages forcés, les mutilations, pour l'abolition des lois patriarcales et religieuses dites « *de l'ordre public* » dont une partie a été maintenue par le pouvoir de transition.

Pendant les deux ans qui suivent la mise en place de ce pouvoir, la contestation ne faiblit pas. La méfiance est réelle contre l'accord entre les militaires et les partis civils, dont certains acteurs de la révolution qui se discréditent. Le slogan « *on résiste, on construit, on surveille* » des comités de résistance en témoigne. Il témoigne aussi de ses limites : s'il exprime la nécessité du contrôle sur le pouvoir, il s'inscrit dans un cadre qui laisse ce pouvoir entre les mains des classes dominantes, ses partis et son armée.

Al-Burhan, avec le soutien d'Hemeti, joue le va-tout, renverse le premier ministre civil et s'impose par un coup d'État le 25 octobre 2021, au moment où il était prévu que l'armée se retire du pouvoir. Le 30, plus d'un million de personnes manifestent contre le coup d'État. Pendant des mois, les manifestations, les grèves, les soulèvements se succèdent. Les comités publient « *une charte pour le pouvoir du peuple* ». Les grandes puissances et puissances régionales soutiennent, elles, al-Burhan, aussi bien les USA, l'ONU et l'UE qui officiellement condamnent mais continuent d'armer le régime, que l'Égypte, la Turquie, les pays du Golfe, Israël, la Russie... Tous ont peur d'une extension de la révolution.

Incapables de vaincre la contestation, les deux généraux concurrents vont se tourner l'un contre l'autre et plongent le pays dans la guerre en avril 2023. Là encore des manifestations tentent de s'opposer à la guerre, au nom de la continuité de la révolution. Les réseaux des comités de résistance rejettent toute collaboration avec les deux forces, mais continuent de revendiquer un pouvoir civil, sans voir l'impasse de cette perspective à laquelle les classes dominantes soutenues par les puissances extérieures ont déjà apporté leur réponse sanglante.

La mécanique de l'embrigadement a pris en partie le dessus, une partie des contestataires a choisi un camp contre l'autre, soit pour l'unité du pays contre les diviseurs des FSR, soit au nom d'une identité, soit pour contester les

FAS héritières de la dictature, etc. Pour l'instant, ce piège enrôle les travailleurs et les classes populaires dans la guerre des classes dominantes.

Cette folie destructrice que subissent les peuples du Soudan ne pourra sans doute être arrêtée que par un nouveau soulèvement des travailleur·ses et des classes populaires, qui apparaît dans la situation comme la seule réponse au chaos, à l'incapacité des classes dominantes d'assurer une vie supportable. La volonté de combattre la guerre et de poursuivre la révolution ne peut trouver sa force que dans la conquête d'une indépendance de classe, la compréhension qu'une révolution dont la seule perspective se limiterait à un gouvernement démocratique est une impasse quand le capitalisme durcit l'exploitation des travailleurs et des peuples, s'appuyant sur des pouvoirs de plus en plus autoritaires pour maintenir sa domination.

Au moment où le capitalisme est dans une période de crise permanente, et de généralisation de la guerre, une

révolution pour un pouvoir démocratique ne peut vaincre que si elle est en même temps une révolution contre le capitalisme, ses rapports de domination internationaux. Et pour mettre un terme aux divisions instrumentalisées par les classes dominantes jusqu'à la terrible guerre actuelle, la révolution pourra s'appuyer sur les nécessités de solidarité et de coopération, pour aller vers une fédération démocratique des peuples de la région, dont la situation même du Soudan dessine les possibilités, aux carrefours du monde arabe et de l'Afrique sub-saharienne, un pont entre le Sahel et la Mer rouge, regroupant lui-même une multitude de peuples (plus de 120 langues) débordant les frontières avec l'Éthiopie, le Tchad, l'Égypte, qui ont tout intérêt à s'unir par-delà les frontières, pour se libérer de la domination des grandes puissances et de leurs relais locaux.

François Minvielle